

En mal de cohésion

«Making Luxembourg», pomme de discorde

Guéguerre dans le monde associatif
lié à l'immigration. Au chapitre de l'intégration, les voix se dispersent.

Un communiqué qui ne manque pas de piquant. Et qui permet à une association comme le Clae d'envoyer à la tête de ses amis pro-intégration quelque nom d'oiseau. D'en dénoncer un éventuel dérapage, une dérive capitaliste!

Pensez: ceci exprimé dans un milieu associatif autrement plus proche de l'humanisme que du libéralisme à tout crin, déshumanisé.

C'est donc la bisbille dans le monde associatif luxembourgeois, actif comme nulle part ailleurs. Et totalement voué à l'intégration des étrangers et immigrés dans la difficile société luxembourgeoise.

Mais voilà que ce microcosme associatif se révèle tout aussi rude. Que des individus à la philosophie somme toute commune entretiennent des divergences davantage liées aux personnalités qu'à l'option finale sur laquelle beaucoup semblent s'accorder.

Ce communiqué incendiaire (voir par ailleurs) met en tout cas en évidence les dissonances.

D'un côté, il y a l'Asti, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés, soutenue par le gouvernement (l'Olai, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'immigration) et l'Union européenne. Il occupe davantage le terrain politique.

Et de l'autre opère le Clae, le Comité de liaison des associations d'étrangers, lui-même soutenu par le ministère (Famille, Intégration et Coopération) et des Fonds européens.

C'est le Clae qui, avant tout, organise le fameux Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté qui s'est tenu mi-mars. Le Clae joue aussi un rôle

de liaison entre des dizaines, des centaines d'associations. Il fallait bien cela tant «ces associations se sont créées à un rythme effréné», glisse l'un des responsables de la Maison des associations, à Muehlenbach.

Laquelle héberge cinq fédérations: celles de l'Amitié Portugal-Luxembourg, de la communauté portugaise, des associations africaines, cap-verdiennes et espagnoles. La maison multiplie les activités visant à «faciliter la rencontre entre les communautés d'accueil [...] en veillant à une intégration harmonieuse dans le respect mutuel des différences, qui sont un terreau qui enrichit et consolide la cohésion sociale de notre pays»: cours, soirées littéraires, cuisines du monde, cinéma, radio, service volontaire, lieux de rencontres et de débats...

Déni de transparence

«Selon nous, cette plate-forme qu'est le Clae n'a plus vraiment d'action politique. Elle exprime très peu de revendications. Son Festival des migrations, au départ très politique, est devenu très consensuel», analyse un membre de l'Amitié Portugal-Luxembourg. Et son collègue, Guy Reger, d'embrayer: «Le festival ressemble davantage à une foire. Par exemple, la télévision montrait le Grand-Duc héritier faisant le tour des stands culinaires. Le Festival des migrations est pourtant un lieu idéal de l'expression politique et du militantisme. Le Clae n'est plus tellement au service des associations.»

Et d'ajouter: «Désormais, avec l'Asti, Caritas et la Croix-Rouge sont plus actifs dans l'action du collectif réfugiés.»

Ce sont des slogans, au festival précisément, qui, sans réellement avoir mis le feu aux poudres, ont créé l'étincelle. Les

partenaires de l'opération Making Luxembourg (une initiative de l'Asti – la lutte contre le racisme – intégrant la société civile) souhaitent orner leurs stands de la banderole aux couleurs de cette opération lancée en 2012.

«Le Clae voulait nous empêcher l'affichage, assure le tenancier d'un stand concerné. Et nous nous sommes tous dit que nous allions faire fi de ce souhait du Clae.»

Pour la Maison des associations, l'intégration est tout simplement liée au «vivre-ensemble». «C'est l'objectif qui devrait nous lier tous. Certes, l'objectif est très difficile, d'autant que la population luxembourgeoise est traversée par tellement de cultures. Le pays doit faire face à un changement de la structure sociale et culturelle. Nous constatons que le Luxembourg n'a pas véritablement de vision d'avenir, qu'il se montre frileux. Le militantisme associatif est à la base de la cohésion sociale. Vivre en parallèle ne va pas dans le sens de la cohésion.»

Et Guy Reger de ressasser cette phrase de l'Asti: «Le Luxembourg a appelé des hommes pour le développement du pays. Et ce sont des hommes qui sont venus.»

Et d'ajouter: «Il n'y a pas que l'économie. Mais y aurait-il encore une sécurité sociale s'il n'y avait pas eu les migrants?»

Derrière ce discours se cache aussi la clé de répartition des subventions de l'Etat. Avec des soupçons de déni de transparence.

Soupçons écartés par le ministère. Celui-ci rappelle que les aides publiques dépendent des conventions et de la bonne conduite des projets soutenus, au niveau tant des associations que des communes. Tout en sachant que le ministère conduit par Marie-Josée Jacobs, comme les autres, est soumis depuis deux ou trois ans à une légère cure d'économies.

MICHEL PETIT

1,6
Le budget de l'Etat prévoit 1,6 million à répartir (mais comment?) entre Asti, Clae et Cefis

Question de méthode

Fondamentalement, Clae et Asti poursuivent les mêmes buts

Enseignement, langue, aide administrative: les besoins des immigrés sont bien ciblés.

Le Clae et l'Asti sont deux des trois entités liées à l'intégration qui sont subventionnées par l'Etat luxembourgeois.

Chacune à sa manière, elles œuvrent à l'accueil et l'intégration des immigrés... quoique le mot «intégration» n'ait pas trop grâce aux oreilles du directeur du Clae, Franco Barillozzi. «Tout le monde se gargarise de ce mot sans trop savoir ce qu'on met derrière. Nous, on veut faire une société où tout le monde se sent bien. L'intégration ne peut pas se résumer à une connaissance de la langue. L'intégration, dans le langage officiel schématique, cela signifie que tout le monde doit être égal à

tout le monde. Nous, on veut que les gens aient la possibilité d'avancer à leur rythme, mais on lutte contre la communautarisation.» Le Clae consacre une bonne part de son énergie au Festival des migrations, organise des conférences, participe à des salons.

Accueil non officiel

Parallèlement, il maintient une structure d'accueil pour aider les migrants face aux démarches administratives. «Le gouvernement nous demande de laisser l'accueil aux services sociaux officiels. Mais les gens, en confiance ou par crainte, préfèrent souvent nous prendre comme intermédiaires. Et, avec la crise économique, il y a de plus en plus d'immigration, depuis l'Espagne, l'Italie, le Portugal.»

A l'Asti aussi, on accueille les immigrés. «Mais ce service ne figure pas dans les tâches subventionnées par l'Etat. On le fait

grâce au bénévolat et à travers des projets européens, précise Laura Zuccoli, présidente. Nous faisons beaucoup de travail de terrain, autour de la langue, de l'accompagnement scolaire. Nous organisons d'ailleurs des cours de langues.

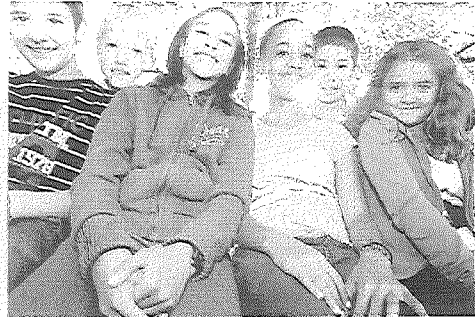
Nous accomplissons beaucoup de travail politique. Nous allons prendre position sur le nouveau projet de loi sur la nationalité, nous militons pour le droit de vote des étrangers aux législatives. Il y a un gros déficit démocratique au Luxembourg, puisque la moitié de la population, étrangère, n'a guère voix au chapitre. Mais de plus en plus de gens commencent à s'en rendre compte. Il y a tout de même une chose dont nous pouvons être fiers, c'est que l'extrême droite n'existe pas ici de façon institutionnalisée. Peut-être serons-nous précurseurs dans le vote des étrangers comme nous l'avons été dans le vote des femmes.»

T. N.



«DERIV

Texto, la note traverse déjà p
défendu par ce
monde associ
au capitalisme
ou avoir: le plu
sée.»



Le festival a été créé sur le thème du droit de vote pour tous aux communales.»

Les communes présentent également des projets à l'Olai. Le budget 2013 prévoit ainsi une enveloppe globale de 300.000 euros. Soit une nette augmentation par rapport à 2011

25 communes sont susceptibles de puiser dans cette enveloppe. De son côté, la «Maison des asbl» perçoit 87.000 euros (frais de fonctionnement). D'autres associations se partagent 82.000 euros pour quatre projets (langues, publications, forum, etc.).

COMMENTAIRE

Le monde associatif lié à la population d'origine étrangère se perdrait-il, tout à coup, dans un improbable conflit idéologique? Ceci alors que, et tout le monde paraît s'accorder là-dessus, chacun vise à l'intégration plutôt qu'à la vie en parallèle de multiples communautés, chacun dans son coin, dans ses préoccupations.

Aujourd'hui, mais ce regard n'a certainement rien de définitif, la multitude d'intervenants ne joue pas la carte de la fédération d'intérêts et d'objectifs. Et se trouve dans l'impossibilité de parler d'une seule voix, voire de servir d'unique interlocuteur aux autorités politiques, contrairement, par exemple, à ce rôle qu'est capable de tenir le cercle des ONG aux projets parfois tellement différents.

Un interlocuteur unique pour parler intégration? Alors que ce terme n'a même pas la même signification auprès de tous les partenaires? Les associations n'en veulent pas trop, elles qui plaident pour la diver-

sité, pour le débat de société. En plus, sous l'impulsion de l'Olai, elles se sont plus ou moins partagé le terrain: l'associatif pour le Clae, la recherche pour le Cefis, l'intégration locale pour l'Asti. Et savent faire cause commune dans les grands dossiers, comme la régularisation récente de sans-papiers privés d'accès aux soins de santé.

Quoi qu'il en soit, le militantisme associatif veut jouer et joue réellement un rôle essentiel dans la cohésion sociale, aux antipodes du vivre en parallèle. D'autant que derrière l'immigration proprement économique surgissent des hommes et des femmes qui, rappelle volontiers Guy Reger, ont aussi généré la Sécurité sociale. Récurrent, presque angoissant: ce monde associatif n' imagine pas l'aboutissement de sa cause commune sans une réforme en profondeur de l'enseignement, qui, pour l'heure, exclut toujours l'immigré. L'école, on y revient toujours.

M. P. ET T. N.

INTERVIEW CROISEE

Laura Zuccoli (Asti)



Franco Bariloizzi (Clae)



LES SLOGANS DE «MAKING LUXEMBOURG» AVAIENT-ILS LEUR PLACE AU FESTIVAL DES MIGRATIONS?

Autant nous avons respecté la décision du Clae de ne pas participer à l'initiative «Making Luxembourg», autant nous avons été surpris par son hostilité envers nos visuels lors du festival. «Making Luxembourg», ce n'est pas une pensée unique, c'est une diversité de partenaires, qui développent leurs propres activités, expriment leurs opinions. Nous leur avons proposé une banderole revendiquant le droit de vote pour tous. Il me semble que c'est aussi une revendication du Clae. Chacun était libre de l'afficher ou non. Ce principe de liberté devrait prévaloir dans tous les cas.

Nous avons ressenti comme un coup de force quand nous avons appris qu'il y aurait des banderoles appelant au droit de vote pour tous. Cela ne devait pas apparaître comme une revendication liée au festival. Un Portugais immigré a besoin de quoi en priorité? De pouvoir voter ou de trouver un travail, de pouvoir penser que ses enfants réussiront à l'école? Nous ne sommes pas partisans de cette initiative «Making Luxembourg». L'action politique, cela se construit par une action de tous les jours, pas par un affichage de slogans.

LE FESTIVAL A-T-IL PERDU AU FIL DES ANNEES SA DIMENSION POLITIQUE?

Les organisateurs le professent eux-mêmes dans la presse: ils mettent le poids sur une composante plus culturelle. C'est une approche très valable! Le festival ne s'est pas pour autant vidé de sa substance. Nous n'avons plus vocation à organiser ce type de grand événement, qui prendrait peut-être un tour plus politique sous notre conduite. Nous privilégions le lobbying politique au quotidien. Je rappelle tout de même que le festival avait été créé par l'Asti en 1981... sur le thème du droit de vote pour tous aux communales.

Le festival a vocation à rassembler beaucoup de monde. C'est notre principale organisation. C'est une vitrine. Notre thème «faire société ensemble», c'est déjà un slogan politique, l'appel à une société où chacun a les mêmes droits, pour une citoyenneté de résidence. Nous avons été les premiers à nous battre pour le droit du sol et nous continuons. Les assemblées plus spécifiquement politiques ont lieu lors de notre congrès, organisé tous les quatre ou cinq ans, qui nous permet de faire passer notre discours vers les partis.

«MAKING LUXEMBOURG», C'EST UN MARKETING DE L'IMMIGRATION?

Je n'ai vraiment pas ce sentiment. Pas seulement parce que c'est une campagne sans mise de fonds, sans subsides d'Etat, payée uniquement par les partenaires. Nous avons fédéré des partenaires autour de l'idée d'un Luxembourg qui se construit grâce à la richesse de toutes ses composantes. Sans le «Making», on n'aurait sûrement pas lancé le débat sur la participation des étrangers aux élections législatives. Pensez que des institutions comme la Chambre de commerce et la Chambre des salariés marchent avec nous!

Oui. Nous sommes opposés à cette pratique de faire des slogans sur l'antiracisme. Et nous n'aimons pas, dans cette campagne, les pourcentages attachés à chaque individu: être luxembourgeois n'est pas une question d'addition. C'est une approche qui nous paraît extrêmement paternaliste, pour nous qui privilégions une approche d'égal à égal. Si nous faisons du marketing? Uniquement quand nous sommes engagés dans un projet subsidié auquel est liée une obligation de promotion.

Nous souhaitons souligner l'apparition au festival d'un danger qui a pensé occidentale: la dérive d'un marketing de l'immigration associations. Sous des aspects humanistes qui peuvent tromper le jugement, des techniques de marché, de "market", empruntées main, s'introduisent dans l'histoire du mouvement associatif. Etre le plus d'images flatteuses, masquent parfois un vide de la pen-